

**Appel à constituer un comité de défense
de l'hôpital de Melun comme hôpital de plein exercice entièrement public
Non à la privatisation
Non à la complémentarité**

La presse vient d'annoncer qu'un large consensus s'était constitué autour du partenariat public-privé (hôpital de Melun – cliniques privées Saint Jean – Ermitage) dans l'hypothèse de la reconstruction de l'hôpital Marc Jacquet.

Selon le député PS Olivier Faure « *cette plate-forme publique-privée garantit l'accès aux soins pour tous, le maintien et le développement d'une chirurgie publique offrant le choix au patient* ».

Pour Bernard Gasnos, le président UMP de la communauté d'agglomération de Melun Val de Seine « *on s'est accordé sur un juste partage des activités, principalement en chirurgie* ».

Les chiffres démentent totalement ces propos.

« Maintien et développement d'une chirurgie publique » ? Les lits de chirurgie publique passent de 51 à 30 !

« Choix au patient », « juste partage des activités » ? Il y aura 30 lits en chirurgie publique contre 240 au privé !

Quant à l'hôpital public, il devra louer l'utilisation des blocs opératoires aux cliniques privées. Ajoutons que celles-ci auront le monopole des activités jugées les plus rentables comme la cardiologie et la cancérologie.

Dans le même temps, Claude Evin, directeur de l'ARS (Agence Régionale de Santé), annonce la future création d'une « *communauté hospitalière de territoire* » avec les hôpitaux de Melun, Fontainebleau, Montereau et Nemours et que seront revus « *les projets concurrents et surdimensionnés* ». C'est la complémentarité entre les hôpitaux préparant la fermeture de services, de lits, de postes. Et il est prévu d'étendre cette complémentarité à l'hôpital de Corbeil où seuls 9 des 21 blocs opératoires sont utilisés.

Ainsi se met en place le projet que l'ARS, mise en place par la loi Bachelot, a annoncé depuis plusieurs années : l'existence d'un seul hôpital de plein exercice en Seine et Marne, celui de Jossigny dans le nord du département. Celui de référence pour le sud de la Seine et Marne serait celui de Corbeil justement appelé du « Sud francilien ».

L'hôpital Marc Jacquet de Melun est doublement menacé, d'un côté par la privatisation, de l'autre par la complémentarité. Ce serait la mise en place d'une médecine à deux vitesses, l'une pour les riches, l'autre pour la grande majorité de la population. Ce serait une augmentation considérable des risques pour la population s'il faut aller jusqu'à l'hôpital de Corbeil.

Alors que selon les chiffres officiels, la Seine et Marne occupe le 94^{ème} rang métropolitain pour le taux d'équipement en lits et places d'hospitalisation (37% de moins que la moyenne nationale) que l'espérance de vie y est la plus faible de l'Île de France avec une mortalité supérieure de 14% à la moyenne régionale ; l'hôpital de Melun ne peut être sacrifié sur l'autel de la réduction des déficits publics au nom des directives et traités européens. A l'inverse, les hôpitaux publics devraient être développés, un centre hospitalier universitaire devrait être créé dans notre département.

C'est pourquoi les soussignés appellent à constituer un large comité de défense de l'hôpital Marc Jacquet comme hôpital de plein exercice se fixant pour but de réaliser l'unité* pour dire :

- Non à la privatisation,
- Non à la complémentarité
- Maintien de tous les services, de tous les lits, de tous les postes,
- Abrogation de la loi Bachelot (Hôpital, Patients, Santé, Territoire)

BABIN Catherine, syndicaliste enseignante ; BAYET Monique, syndicaliste enseignante ; BELLIN Jacques, chirurgien praticien hospitalier ; BERLAN Michel, syndicaliste, ancien élu, PCF ; BONTOUX Jean-Pierre, Conseiller Général, groupe gauche républicaine et communiste ; BOUTET Aurélien, M'PEP ; CASTRO P., syndicaliste enseignant, CHALOT Jean François, Familles Laïques de Vaux le Pénil ; CHARBONNIER Etienne, militant PG ; CHARLES Jean Claude, syndicaliste enseignant retraité ; CHARMONT Claude, syndicaliste enseignant ; DAUPIAS Francine, syndicaliste enseignante retraitée ; DELAPORTAS Laurence, syndicaliste enseignante ; DELVERT Ghislaine, syndicaliste hospitalière ; DELVERT Patrick, cheminot, POI ; DOCQUIN Gérard, militant laïque ; DORLEAC Frédéric, syndicaliste électricien ; ETOURNEAU Camille, syndicaliste enseignante ; FELICITE Stéphanie, syndicaliste postière ; FELLETEL Pierre, syndicaliste enseignant ; FERRY P., syndicaliste enseignant (Savigny le Temple) ; FLEURY Jean Mathias, syndicaliste enseignant ; FRANCES Yves, conseiller municipal de Savigny le Temple, délégué au SAN de Sénart ; GAMAURY Antoine, syndicaliste postier ; GAUTHIER Danielle, vice-présidente de la Brie francilienne en charge de la santé ; GERNIGON Gérard, syndicaliste électricien ; GOUTMANN Serge, architecte ; GRIGNON T., syndicaliste enseignant (Combs la Ville) ; GUEBLAOUI Sebti, syndicaliste Bâtiment ; GUERIN Julien, syndicaliste enseignant, militant laïque ; GUILBERT Pascal (Boissettes) ; LECLERCQ Jean, syndicaliste cheminot ; LE GAL Michel, retraité ; LIENHARDT Hélène, DDASS honoraire ; LLECH Colette, syndicaliste enseignante ; LUNARDI Gino, syndicaliste enseignant ; MARTEAU Emmanuel, syndicaliste enseignant ; NAKACH Edie, syndicaliste enseignant ; MASSON Jean Louis, PCF ; MONVILLE-DE CECCO Bénédicte, enseignante et chercheuse ; PAYAN Olivia, syndicaliste enseignante ; PERIER-SCHEER Marianne, Médecin retraité

Christian et Guila PIKTOROFF NPA ; RAEL Alain, syndicaliste enseignant ; SAVI Julien, syndicaliste enseignant ; SHAKI Jean Bernard, syndicaliste enseignant retraité ; SIRERE Daniel, syndicaliste ; STEMPER Martine, syndicaliste enseignante retraitée ; TALLET Maud, Conseillère Générale, groupe gauche républicaine et communiste ; THEVENY Patrice, Familles Laïques de Vaux le Pénil ; TROUVE Marie Christophe (Vaux le Pénil) ; TSAKIRIS Laurent, praticien hospitalier et militant PS ; VIGIER Marie, familles laïques de Vaux le Pénil ; VIOU Claude, syndicaliste enseignant ; VOLTAIRE Isabelle, militante laïque.

Réunion le lundi 11 février 2013 à 20H
Maison des Associations, avenue Foch à Vaux le Pénil

**L'UD-CGT 77, l'UD-FO 77, le POI ont pris position contre la privatisation pour un hôpital de plein exercice.*